

Système métrique

ministre nous dise exactement ce qu'il compte faire pour soulager les agriculteurs de ce fardeau.

M. Peter P. Masniuk (Portage): Monsieur l'Orateur, je suis très heureux de prendre part au débat sur le bill C-23, qui tend à faciliter la conversion au système métrique au Canada. Le débat de deuxième lecture a été très animé et le bill a eu depuis une histoire fort intéressante. Nous savons maintenant que le cabinet en a aussi discuté très sérieusement. A tout le moins, le gouvernement a décidé de ne pas convertir immédiatement le domaine agricole au système métrique.

Il y a quelques mois, la conversion au système métrique était une nécessité pressante, d'une urgence extrême, mais aujourd'hui on nous dit qu'elle peut attendre encore un peu dans le domaine agricole et que l'acre et le boisseau serviront encore pour un moment. Bien entendu, cela prouve que le gouvernement reconnaît aujourd'hui une chose que nous n'avons cessé de lui dire depuis que ce bill a été proposé pour la première fois, à savoir que l'agriculteur canadien s'oppose fondamentalement à la conversion au système métrique. Avec la perspective des élections dans moins d'un an, une question qui était en haut de la liste des priorités hier est inopportune sur le plan politique aujourd'hui. A l'heure actuelle, les libéraux sont devenus une espèce en voie de disparition dans les Prairies, et à l'approche des élections, le moment était mal choisi pour prendre une initiative qui crée autant d'antagonisme et de mécontentement chez les agriculteurs des Prairies que la conversion au système métrique.

Le Canada est une nation qui vit du commerce et il doit marcher de pair avec ses partenaires commerciaux s'il veut survivre et prospérer dans un monde interdépendant. Je suis convaincu que le système métrique est inévitable dans notre pays et même souhaitable à long terme. Mais la plupart des Canadiens, si je me fie au courrier que je reçois, s'opposent au système métrique et l'agriculteur canadien, en tout cas celui de l'Ouest, y est vivement opposé. Dans ces conditions, il n'est pas question d'imposer la métrisation au pays comme cherche à le faire le bill C-23. Les Canadiens doivent d'abord s'y habituer progressivement pendant un certain temps.

Un système de mesures entièrement nouveau constitue après tout un changement important qui nécessite une période d'adaptation, adaptation qui ne se fera pas sans mal. Nous devrions donc chercher à la rendre la plus douce possible. C'est cette solution sage et raisonnée que propose notre parti depuis le début. Les événements récents prouvent que le gouvernement a peut-être tenu compte de certaines de nos propositions faites au moment de la deuxième lecture, monsieur l'Orateur.

Le bill C-23 s'intitule «Loi tendant à faciliter la conversion au système métrique», mais malgré son titre, il ne fait rien pour atteindre ce but. Au contraire, il impose ce système à la nation de la façon la plus arbitraire et la plus dictatoriale qu'on puisse imaginer, d'une façon qui ne peut qu'être source de confusion, d'amertume et de bouleversements. Les amendements proposés par le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) et le député de Moose Jaw (Mr. Neil) avaient pour objet de donner un sens au titre du bill C-23, de sorte qu'il facilite réellement la conversion au système métrique en la rendant moins pénible.

Les amendements proposés par mon collègue de Moose Jaw auraient permis de le faire puisqu'ils prévoyaient l'instauration d'un système double de mesures impériales et métriques dans

l'industrie agricole. Le but de l'amendement proposé par le député de Qu'Appelle-Moose Mountain était de rendre plus facile aux consommateurs canadiens la conversion au nouveau système en prévoyant une période de transition de trois ans pendant laquelle on utiliserait les deux systèmes, et pendant laquelle on introduirait progressivement le système métrique en remplacement du système impérial. Nous pensons que ces amendements étaient tout à fait raisonnables et pratiques, monsieur l'Orateur.

Le bill C-23, tel qu'il est présentement conçu, représente réellement l'une des lois les plus implacables et les plus insensibles aux considérations humaines qu'il m'ait été donné de voir. Ce n'est absolument pas une loi, c'est une décision bureaucratique arbitraire qui stipule en effet «qu'afin de satisfaire à certaines exigences, et le reste, et le reste—le langage des bureaucrates—dorénavant les choses seront faites de telle et telle façon». L'un de mes électeurs m'a dit qu'il pensait que le système métrique devait avoir été inventé par les bureaucrates d'Ottawa et bien que nous sachions que ce n'est pas vrai, il leur sied pourtant à merveille.

Dans le bill sur l'immigration, nous avons pu trouver quelques considérations philosophiques et une raison d'être à cette loi; mais pour ce bill, qui impose un changement total, une conversion à un système de mesure entièrement nouveau, pour laquelle une justification était sûrement nécessaire et importante et aurait même d'ailleurs été bien acceptée, on n'a absolument pas tenu compte de l'élément humain en cause. Après tout, nous ne nous contentons pas simplement de changer un système de mesure; nous essayons d'effectuer également un changement dans les structures mentales des gens.

Le gouvernement n'est pas encore sensibilisé aux problèmes énormes que va causer la conversion au système métrique, ni aux injustices flagrantes que cette dernière va susciter. Je n'essaie pas de dire que nous devrions arrêter le processus de conversion. Ce ne serait pas réaliste. Nous ne pouvons pas mettre l'horloge en marche arrière et nous ne pouvons pas non plus l'arrêter. Et pour continuer cette image de la marche de l'horloge, je vous dirai, monsieur l'Orateur, que la conversion au système métrique comporte bien davantage que le simple fait de changer notre système horaire pour un autre par exemple, comme nous le faisons au printemps de chaque année en adoptant l'heure d'été. C'est pourtant ce que fait ce bill; il décrète tout simplement que les mesures du Canada correspondront dorénavant à un autre système et nous dit péremptoirement: «Apprenez à y nager tout de suite ou alors vous coulerez à pic!»

Le gouvernement a aussi pour principe de laisser les gens se débrouiller pour ce qui est du coût de la conversion, monsieur l'Orateur. Le coût est subi individuellement par chaque secteur—le commerce, la main-d'œuvre l'industrie manufacturière et l'agriculture. Naturellement, il n'est pas raisonnable de s'attendre que le gouvernement subisse le gros du coût de la conversion, mais l'approche actuelle, une imposition stricte du système métrique à tous les secteurs, n'est pas la bonne façon de faire la conversion. Nous n'adopterions pas du tout le système métrique s'il n'y avait pas au moins un certain consensus entre nous pour reconnaître que c'est dans notre intérêt à long terme, comme je le crois. Toutefois, certains bruits m'inquiètent; on laisse entendre que les premiers à exercer des pressions et à encourager la conversion au système métrique